

SOMMAIRE

Département

- 1) « Le 94 prêt à accueillir les Mondiaux de ski nautique en 2017 » - Le Parisien

Région / Régionales

- 1) « Valérie Pécresse, la campagne au rythme du RER » - Le Monde
- 2) « Grand Paris : une métropole à deux vitesses ? » - La Tribune
- 3) « Plongée dans le plus gros réservoir d'eau potable d'Ile-de-France » - Le Parisien
- 4) « La Seine-Saint-Denis fournissait en légumes toute l'Ile-de-France » - Le Parisien

Politique nationale

- 1) « Les tarifs des baby-sitters dopés par les rythmes scolaires » - Le Figaro
- 2) « La garde d'enfants reste le privilège des familles aisées » - Le Figaro
- 3) « Le contrôle des chômeurs par Pôle emploi généralisé fin septembre » - Les Echos
- 4) « A suivre » - Les Echos
- 5) « Brèves » - Les Echos

Ouverture et curiosités

- 1) « Les acteurs de l'aide à domicile sont privés de grandir » - Les Echos
- 2) « La réussite de la COP 21 est entre les mains des pays les plus riches » - Les Echos

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

Département

« Le 94 prêt à accueillir les Mondiaux de ski nautique en 2017 » - Le Parisien

SPORT

Le 94 prêt à accueillir les Mondiaux de ski nautique en 2017



Crétail, samedi. (DR)

■ Pour une première, aux portes de la capitale, les Championnats d'Europe et d'Afrique de ski nautique au parc interdépartemental des sports de Choisy qui se sont tenus cette semaine ont été une vraie réussite. Succès sportif « puisqu'on ne s'attendait pas à de si belles performances » comme l'a relevé samedi l'ancien champion, Patrice Martin, aujourd'hui président de la Fédération de ski nautique. Mais aussi succès pour le département puisque ces championnats « ont permis de démontrer que le Val-de-Marne pouvait candidater pour les Championnats du monde de 2017 », comme l'a soulevé Daniel Guérin, vice-président (MRC) du conseil départemental chargé des sports.

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

Région / Régionales*« Valérie Pécresse, la campagne au rythme du RER » - Le Monde***L'HISTOIRE DU JOUR****Valérie Pécresse, la campagne au rythme du RER**

A moins de quatre mois des élections régionales, Valérie Pécresse se veut proche des Franciliens. Mardi 18 août, la candidate du parti Les Républicains en Ile-de-France est partie à la rencontre des usagers privés de RER A pendant les travaux d'été. La ligne étant fermée au public, le trajet se fera dans le métro, mais *« sur le thème du RER A »*.

Perchée sur ses escarpins, la députée des Yvelines serre des mains et se prête tout sourire au jeu des selfies. Mais elle n'entamera réellement la discussion qu'avec un seul passager, M. Philippe, habitant de la Sarthe, qui l'interpelle sur une absurdité du métro parisien. *« Les secouristes ne peuvent pas monter dans les rames, mais seulement soigner sur les quais »,* raconte-t-il. *« C'est*

vrai ? », s'offusque M^{me} Pécresse avant de prendre son numéro et de lui glisser : *« Je vais me renseigner. »*

Au fil du trajet, elle évoque son projet pour les transports, qui sera présenté en septembre. *« L'Ile-de-France est la région la plus inégalitaire. Je veux un tarif harmonisé sur toute l'Ile-de-France pour les seniors. »*

Vient ensuite la visite de la station Charles-de-Gaulle - Etoile, fermée pour rénovation. M^{me} Pécresse, qui a accepté avec enthousiasme cette pro-

LA LIGNE ÉTANT FERMÉE POUR TRAVAUX, LE TRAJET SE FERA EN MÉTRO MAIS « SUR LE THÈME DU RER A »

position d'un responsable de la RATP, ne manque pas une occasion de saluer des ouvriers et s'enquiert des travaux : *« Pas de changement des caténaires, alors ? »*

Depuis le mois de juin, l'ancienne ministre de Nicolas Sarkozy s'est déplacée quatre fois dans les transports en commun. Ce mardi, elle insiste sur la lutte contre la fraude et les amendes non payées, qu'elle compte enrayer avec le port obligatoire d'une pièce d'identité : *« Si vous n'avez pas vos papiers, c'est parti pour une vérification d'identité de quatre heures au poste de police. Un acte bien plus dissuasif qu'une amende. »*

La visite se conclura par une promesse, celle d'*« une caméra dans chaque wagon en tête de train »*. Une façon pour M^{me} Pécresse de marcher sur les plates-bandes de Claude Bartolone, son adversaire socialiste, qui s'est déjà exprimé sur la sécurité des femmes dans les transports en commun. *« Je m'étonne que certains se préoccupent des femmes en détresse quand la gauche rejette systématiquement notre proposition de vidéosurveillance dans le métro »,* commente la candidate. ■

AMÉLIE PETITDEMANGE

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

« Grand Paris : une métropole à deux vitesses ? » - La Tribune

Grand Paris : une métropole à deux vitesses ?

Les objectifs de développement économique du Grand Paris impliquent une gentrification de la métropole et une polarisation des emplois. D'un côté, les jobs à haute valeur ajoutée d'un côté, de l'autre les précaires. La gouvernance de la métropole pourra-t-elle lutter contre ces phénomènes ?

Le développement économique des territoires du Grand Paris est l'un des actes fondateurs de la mise en œuvre de la métropole. Mais le risque adjacent à cet objectif est d'attirer uniquement les emplois à forte valeur ajoutée, bien rémunérés, et d'accentuer ainsi un phénomène d'embourgeoisement au sein de la métropole, chassant les revenus les plus modestes. « Nous vivons une période qui se matérialise par une tendance puissante pour une société à deux vitesses, et qui implique de vraies difficultés », s'inquiète Pierre Veltz, PDG de l'établissement public Paris Saclay.

Ce phénomène est bien connu des économistes et ne concerne pas que l'agglomération parisienne. « Dans beaucoup de « villes mondes », un processus de désindustrialisation s'est enclenché depuis plusieurs décennies, et a été remplacé par une vague de tertiarisation », explique Philippe Askenazy, chercheur au CNRS-Ecole d'économie de Paris. « La disparition des emplois industriels a engendré une polarisation sur le marché du travail avec d'un côté les emplois à très haute valeur ajoutée, et de l'autre des emplois de service » que l'on peut définir comme de la main d'œuvre précaire, explique l'économiste.

On oublie le capital humain

Dont acte. Mais la gouvernance du Grand Paris doit-elle se résoudre à

subir cette tendance, qui concrètement n'implique pas de hausse du niveau de vie des populations modestes résidentes ? « Si le Grand Paris est réellement porteur de création de richesses, il faudra que tout le monde puisse en bénéficier », prévient Philippe Askenazy. Or, peu de choses ont pour l'instant été faites pour contrer ce processus de gentrification de la métropole. « Les aspects résidentiels et éducatifs sont très peu analysés dans leur globalité, en comparaison avec les problématiques de transports, d'activité économique, d'implantation de bureaux etc... On oublie le capital humain ! », regrette Philippe Askenazy,



Comment endiguer le risque de gentrification de la métropole ?

Pour introduire de la mixité, l'arme du logement social pourra toujours être brandie, certes. Mais se limiter au seul sujet du logement, sans penser les services publics qui accompagnent l'implantation des populations, ne fera que retarder l'échéance. Assurément le problème ne pourra se résoudre qu'au niveau d'une gouvernance métropolitaine cohérente, qui organise l'urbanisme et la répartition des moyens pour limiter la création de ghettos. Sur ce point fondamental, rien n'est encore décidé. Du reste, la

métropole a encore du temps devant elle pour se structurer.

Des emplois violemment percutés

Faute de solutions à court et moyen terme, la réponse se trouverait dans les politiques d'éducation. Car s'il n'y a pas de problème majeur en ce qui concerne les emplois hautement qualifiés, « les emplois moyennement qualifiés sont très violemment percutés, et le seront au moins autant à l'avenir, notamment par l'informatique et la robotique », redoute Pierre Veltz. Ainsi « il y a un point où, quelles que soient les anticipations, tout le monde s'accorde : les entreprises demanderont en proportion de plus en plus de salariés qualifiés », ajoute Philippe Askenazy.

Si l'on anticipe de manière pragmatique les futurs besoins des entreprises franciliennes, il faudra donc que la métropole investisse massivement sur l'éducation et la jeunesse. Afin aussi de rattraper le retard pris sur certains de nos voisins européens : « par classe d'âge, la Grande-Bretagne possède par exemple entre 5 % et 10 % plus de jeunes étudiants à l'Université qu'en France », explique Philippe Askenazy.

Pour Pierre Veltz, plus pessimiste - l'école en France est selon lui « gravement malade » - « Il faudra aussi que les entreprises aient le courage

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

d'embaucher des jeunes qui n'ont pas de diplôme, mais qui ont toutes les compétences requises pour exercer cer-

tains métiers »... Ou comment prôner une révolution des mentalités. ■

par Mathias Thépot

« Plongée dans le plus gros réservoir d'eau potable d'Ile-de-France » - Le Parisien

MONTREUIL (SEINE-SAINT-DENIS)

Plongée dans le plus gros réservoir d'eau potable d'Ile-de-France

IMAGINEZ la crue du millénaire qui remplit d'eau la cathédrale Notre Dame à Paris... et vous aurez une idée de la contenance du plus gros réservoir du syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif), implanté à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Hier, le syndicat a organisé une visite exceptionnelle du site à l'occasion de travaux de maintenance.

La station de Montreuil alimente en eau potable 1,7 million d'usagers répartis à 90 % en Seine-Saint-Denis et à 10 % dans le Val-de-Marne (dans les villes de Bry-sur-Marne, Champigny-sur-Marne, Fontenay-sous-Bois, Joinville-le-Pont, Le Perreux-sur-Marne et Nogent-sur-Marne). Le précieux liquide est pompé directement dans la Marne et purifié dans l'usine de Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis). Sur le site de Montreuil, il existe trois réservoirs mais le R9,

construit en 1978, est, de loin, le plus impressionnant. Or malgré son incroyable capacité, ce réservoir suffirait à peine à la consommation de 850 000 personnes... pendant 24 heures !

Il est actuellement en maintenance et ce sont les deux autres réservoirs qui prennent le relais. Le R9 est nettoyé une fois par an. L'opération prend neuf jours. « Il est vidé puis nettoyé avec des produits chimiques mais aussi de manière mécanique en projetant de l'eau sous pression sur les parois », détaille Sébastien Fayon, ingénieur au Sedif. But de l'opération : retirer toutes les micro-algues qui auraient pu se développer.

Eviter toute pollution bactérienne est en effet une gageure dans un endroit où l'eau stockée, par définition, ne bouge pas. En réalité, elle est toujours en mouvement. « Deux injecteurs (NDLR : sorte de gros tuyaux) aspirent et rejettent l'eau en permanence, ce qui crée un courant continu dans le réservoir, souligne Pierre Chopard, directeur des travaux au Sedif. L'idée est d'éviter les zones mortes c'est-à-dire les eaux stagnantes. »

Ces injecteurs doivent donc bouger une masse de 9 m de haut, l'équivalent d'un immeuble de quatre étages. Le plus étonnant est que tout est géré depuis Neuilly-sur-Marne. Personne, physiquement, ne travaille sur le site sauf en cas de travaux de maintenance. Alors, évidemment, le Sedif s'est doté d'importants moyens de sécurité pour protéger les installations avec des grilles de plusieurs mètres de hauteur, des caméras, des capteurs de mouvement... Bref, un véritable sanctuaire.

SÉBASTIEN THOMAS



Montreuil (Seine-Saint-Denis), hler. La structure comprend 512 colonnes.

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

« La Seine-Saint-Denis fournissait en légumes toute l'Ile-de-France » - Le Parisien

Quand...

La Seine-Saint-Denis fournissait en légumes toute l'Ile-de-France

ILS ÉTAIENT des centaines, il n'en reste plus qu'un. Depuis les années soixante, tous les maraîchers de Seine-Saint-Denis ont été victimes de la pression immobilière qui les a fait couler sous le béton. Tous, sauf René Kersanté (*lire encadré*). Ce cultivateur de 74 ans récolte encore des salades à Saint-Denis sur un terrain de 3 ha au pied des tours, à la frontière de Stains. Lui qui est né dans la maison où il vit toujours, au pied de son champ, connaît mieux que personne l'époque dorée de la culture maraîchère aux portes de Paris, et le déclin inéluctable qui a suivi.

«En 1951, il y avait encore 60 exploitations maraîchères à Saint-Denis, Stains et Pierrefitte, se souvient René Kersanté. A Bobigny, il y avait même 180 familles qui cultivaient des légumes ! C'est en 1956 que les expropriations ont commencé, pour construire des logements.»

L'âge d'or du maraîchage en banlieue commence au XIX^e siècle. Déjà à l'époque, c'est la densification urbaine qui chasse les exploitants du centre de Paris. L'un des centres principaux du maraîchage

s'installe alors au nord de la capitale, de Bobigny à Stains en passant par Aubervilliers, La Courneuve et Saint-Denis.

En 1882, sur les 760 ha de superficie de La Courneuve, 754 sont consacrés aux cultures, dont 540 au maraîchage ! Cette «Plaine des Vertrus» est alors la plus vaste plaine légumière de France. La technique de culture sur les «marais», intensive, permet de récolter une trentaine de variétés de légumes (pommes de terre, choux, oignons, salades...). Les engrais proviennent de boues, gadoues et fumiers de Paris et sa banlieue. A Bobigny, les exploitations, plus petites, utilisent un système de culture sous châssis et sous cloche de verre.

Des exportations jusqu'en Russie

Chaque matin, les charrettes quittent la banlieue pour écouler leurs légumes aux Halles, à Paris. La qualité et la précocité des produits de Bobigny permettaient même d'exporter les légumes, parfois jusqu'en Russie ! «C'était un petit milieu, il y avait une entraide entre nous tous, se souvient René Ker-

René Kersanté, l'homme aux 500 000 salades

Pour retrouver de grandes exploitations maraîchères en Ile-de-France, il faut aller vers Fontainebleau (Seine-et-Marne), autour de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), ou à Montesson (Yvelines). Dans le 93, seule l'exploitation de René Kersanté subsiste. Ses 3 ha de terrains, exploités de mars à novembre, produisent plus de 500 000 salades chaque année. Il fournit en direct 17 grandes surfaces de Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et de l'Oise. Vous pouvez aussi le rencontrer sur le marché de Saint-Denis, chaque mardi, vendredi et dimanche.

Kersanté, 114 avenue de Stalingrad à Saint-Denis. Tél. 01.48.22.11.26



santé. Les maraîchers, même en démarrant comme simple commis, avaient la possibilité de s'installer à leur compte.» C'est sa grand-mère qui, en 1920, a débarqué de Bretagne pour s'installer à Saint-Denis. L'exploitation s'est développée et fut transmise aux enfants. Soucieux de préserver cette part d'histoire au milieu des cités, la ville de

Saint-Denis a racheté le terrain pour laisser René Kersanté y travailler. «On était les culs-terreux, et aujourd'hui, on est un élément du patrimoine», s'amuse-t-il.

JEAN-GABRIEL BONTINCK

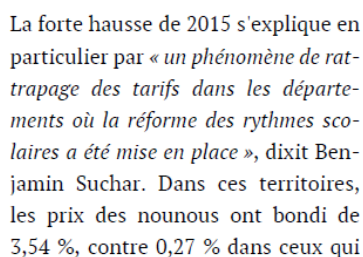
Cette histoire étonnante est retracée par l'office du tourisme de Seine-Saint-Denis sur son site Internet www.tourisme93.com.

« Les tarifs des baby-sitters dopés par les rythmes scolaires » - Le Figaro

Pour la deuxième année d'affilée, les coûts des gardes d'enfants ont augmenté de plus de 3 %.

Reputée pour sa gendarmerie, son clocher et ses yachts, la ville de Saint-Tropez est aussi en passe de devenir célèbre pour le coût prohibitif de ses baby-sitters : 10,92 euros par heure, soit le tarif le plus élevé de France. Juste derrière, Megève (Haute-Savoie) et Thoiry (Yvelines) complètent le podium des villes les plus chères, avec des tarifs respectifs de 10,14 et 9,75 euros l'heure. « Il y

À l'opposé, Halluin, une commune du Nord proche de la frontière belge, pratique les prix les plus bas. Le salaire horaire net d'un baby-sitter s'y élève à seule-ment... 7,53 euros. Soit près de 3,50 euros de moins qu'à Saint-Trop !



Si la rentrée scolaire, le Nouvel An et la Saint-Valentin constituent les jours les plus demandés par les parents pour faire garder leurs têtes blondes, le phénomène pourrait s'accroître. En effet, avec la loi Macron qui a été adoptée en juillet, la demande de garde d'enfants devrait continuer à enfler. Les parents qui travailleront désormais le dimanche ou le soir devront, eux aussi, confier leurs bambins. Et, travail le jour du seigneur ou jusqu'à minuit oblige, à des tarifs un peu plus élevés qu'en fin de journée... ■

par Guillaume Poingt

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

« La garde d'enfants reste le privilège des familles aisées » - Le Figaro

La garde d'enfants reste le privilège des familles aisées

BENJAMIN SUCHAR (YOOPIES.FR)

Autre point majeur, cette fois-ci généralisable à l'ensemble du territoire, la France est confrontée à une pénurie de 400 000 places en crèche. « *La garde d'enfants reste le privilège des familles aisées* », assure Benjamin Suchar. 36 % des parents dépenseraient même plus de 1000 euros par an pour faire garder leurs enfants en dehors des heures d'école.

Si la rentrée scolaire, le Nouvel An et la Saint-Valentin constituent les jours les plus demandés par les parents pour faire garder leurs têtes blondes, le phénomène pourrait s'accroître. En effet, avec la loi Macron qui a été adoptée en juillet, la demande de garde d'enfants devrait continuer à enfler. Les parents qui travailleront désormais le dimanche ou le soir devront, eux aussi, confier leurs bambins. Et, travail le jour du seigneur ou jusqu'à minuit oblige, à des tarifs un peu plus élevés qu'en fin de journée... ■

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

« Le contrôle des chômeurs par Pôle emploi généralisé fin septembre » - Les Echos

Les Echos Lundi 24 août 2015

Le contrôle des chômeurs par Pôle emploi généralisé fin septembre

- L'affectation d'agents de Pôle emploi au contrôle de la recherche d'emploi est en cours.
- 200 postes ont été ouverts. Ils doivent permettre de contrôler quelque 180.000 chômeurs par an.

SOCIAL

Léila de Comarmond
lcomarmond@lesechos.fr

En théorie, la généralisation du contrôle des chômeurs est en vigueur depuis le 1^{er} août. En pratique, il va falloir attendre encore quelques semaines avant que le dispositif soit déployé sur tout le territoire national. Cela sera fait « fin septembre », assure-t-on à Pôle emploi. Dans les clous, donc, au regard du calendrier présenté au conseil d'administration de l'opérateur public le 20 mai.

C'est à cette date que la machine a été enclenchée, lorsque cette instance a donné son accord à l'affectation d'agents au contrôle de la recherche d'emploi. La mission, qui incombait jusque-là aux conseillers suivant les chômeurs, était rarement remplie car difficile à concilier avec les fonctions d'accompagnement des demandeurs d'emploi. Résultat : en 2013, seules 12.400 radiations pour absence de recherche ont été prononcées.

Du coup, 200 postes ont été ouverts, qui devraient permettre de contrôler quelque 180.000 chômeurs par an. Ils sont à pourvoir en interne, sur la base du volontariat. Comme pour les 4.000 postes de conseiller dédié aux entreprises, dont le recrutement vient de s'achever comme prévu, Pôle emploi ne va pas bénéficier de moyens supplémentaires. Les fiches de poste ont commencé à être diffusées sur l'intranet. Vacances oblige, la plupart ne seront pas pourvus avant septembre. « Il faut laisser le temps aux agents de candidater », explique Pôle emploi. Mais, une fois recrutés, les contrôleurs seront opérationnels, précise l'opérateur : « Aucun plan de formation n'est prévu car une écrasante majorité est censée et suit donc déjà ce dont il s'agit ».

Le dispositif a été testé et rodé au cours d'une expérimentation lancée en mars 2013 en Franche-Comté, Poitou-Charentes et Provence-Al-

Les contrôles effectués dans les bassins expérimentaux

Demandeurs d'emplois avec plus de 4 mois d'ancienneté

	Total	Demandeurs d'emplois contrôlés	Radiation jugée non justifiée	Radiés
		En recherche d'emploi		
Provence-Alpes-Côte d'Azur	25.000	2.610	2.107 (80 %)	301 (12 %) 202 (8 %)
Poitou-Charentes	23.000	2.344	1.468 (62 %)	537 (23 %) 339 (14,5 %)
Franche-Comté	21.000	1.561	805 (50 %)	229 (15 %) 527 (33 %)

« OU SORTIR DES LISTES DE PÔLE EMPLOI PENDANT LE CONTRÔLE »

« LES TÔCHES / SOURCE : PÔLE EMPLOI »

pes-Côte d'Azur. Le débat sur l'extension du contrôle a surtout porté sur la sélection des chômeurs. Les syndicats craignent que cibler certaines populations (chômeurs de longue durée, métiers en tension...) ne biaise le résultat. Sélection aléatoire ou pas ? Ce sera en définitive aux régions de choisir.

« Pas d'objectif de radiations »
Seule à être calée la procédure à suivre pour le contrôle : examen du dossier puis, s'il mérite attention, prise de contact avec le chômeur par mail, téléphone ou courrier selon le mode de correspondance choisi à l'inscription, et éventuellement rencontre. Si l'absence justifiée, le contrôleur pourra proposer une sanction de radiation temporaire ou définitive. Mais la décision finale continuera d'appartenir au directeur de l'agence de Pôle emploi qui suit le chômeur. « Il n'y a pas et il n'y aura pas d'objectif de radiations », a promis le directeur général de Pôle emploi, Jean-Benoît Pesce. L'opérateur public souligne que l'insertion du dispositif est d'identifier les chômeurs à « redynamiser » et non de minorer les chiffres du chômage. Les associations de chômeurs en doutent. Le bilan qui est prévu sera scruté avec attention. ■

A Toulon, 8 % de radiations pendant la période d'expérimentation

Reportage dans l'une des neuf agences de France où une équipe de contrôle a été mise en place dès 2013.

De l'imprimante, Brigitte Pesce tire deux feuilles A4 sur lesquelles les chiffres se succèdent : « Ce sont les requêtes, elles contiennent les matricules des demandeurs d'emploi que je vais contrôler. » Depuis mai 2013, elle exerce le métier de contrôleur de la recherche d'emploi à l'agence Pôle emploi de Toulon La Rode, dans le Var. C'est l'une des 9 agences dans lesquelles a été expérimentée en France l'affectation de personnels dédiés à cette tâche.

Ces contrôleurs peuvent, au terme d'une investigation poussée, proposer des sanctions, allant jusqu'à la radiation. Mais, à Toulon, cette décision est rare. « Environ 80 % des personnes que je contrôle sont effectivement en recherche active d'emploi », affirme Brigitte Pesce. Les chiffres de l'expérimentation dans la région font état de 20 radiations sur 2.626 contrôles, soit 0,8 %. Un résultat inférieur à celui des expérimentations dans les autres régions. Cela s'explique par le mode de sélection des requêtes. À la différence de Poitou-Charentes et de la Franche-Comté, les contrôles en Provence-Alpes-Côte d'Azur ne se concentrent pas sur les populations les plus exposées comme les chômeurs exerçant des métiers en tension, donc censés pouvoir retrouver plus facilement du travail. Cette population ne constitue que 8 % des contrôles. 5 % correspondent à des signalements émanant de conseillers de Pôle emploi.

L'essentiel (87 %) est fourni par le service statistique de l'opérateur. Sur son clavier, Brigitte Pesce pioche une matricule, le troisième de sa liste de requêtes. Des chiffres émergent alors un profil. Elle ouvre une page de traitement de texte. « Comme nous n'avons pas encore de support informatique dédié, nous faisons beaucoup de copier-coller », s'excuse-t-elle, impatientée de disposer d'outils plus adaptés.

Rendez-vous en face-à-face
Rapidement, la conseillère étudie le profil du demandeur d'emploi et retranscrit les informations : nom, âge, situation familiale, indemnités, nombre de mois sans travailler... Puis se reportant aux comptes-rendus des rendez-vous du demandeur d'emploi avec son conseiller. Ce peintre en bâtiment, qui a passé les cinquante ans, a longtemps enchaîné les contrats précaires ; mais, depuis de longs mois, il n'a plus de mission. Le conseiller Pôle emploi vient de préconiser un suivi

par une association d'aide aux personnes en difficulté. « Cette personne a des problèmes qui vont au-delà de la simple recherche d'emploi », souligne Brigitte Pesce. Ancienne de l'ANPE, cette contrôleur sait de quoi elle parle. Elle a trente-cinq ans de métier derrière elle. « Pour devenir contrôleur de la recherche d'emploi, il faut déjà avoir de l'expérience », estime-t-elle. Dans le cas de ce demandeur d'emploi, Brigitte Pesce n'ira pas plus avant, car elle sait qu'il y a des problèmes de fond à régler pour que la personne reprenne le chemin du marché du travail. Elle se limitera à rédiger une note pour le conseiller chargé de ce dossier et téléphonera à l'intéressé pour l'informer qu'il a été contrôlé, comme l'impose la procédure.

12 % des contrôles, en région Paca, s'arrêtent là. Pour les autres, Brigitte Pesce approfondit son contrôle en envoyant un questionnaire. D'une pochette cartonnée, elle sort un formulaire que lui a renvoyé une jeune serveuse. Celle-ci ne peut justifier que de démarches postérieures à la réception du courrier et va donc recevoir un avertissement de radiation. Elle pourra, si elle le souhaite, rencontrer la conseillère. La contrôleur se consacre mercredi à des rendez-vous en face-à-face. Ils durent généralement près d'une heure. « La rencontre permet souvent de redynamiser le demandeur d'emploi, voire de déceler des problématiques graves », explique-t-elle. « Derrière chaque matricule, il y a une personne », souligne Claudine Robmann-Maudet, chef de projet régional du contrôle de la recherche d'emploi. — A.M. @ Toulon

« La rencontre [avec le demandeur d'emploi] permet souvent de le redynamiser, voire de déceler des problématiques graves. »
BRIGITTE PESCE
Contrôleur de la recherche d'emploi à Toulon

180.000 CHÔMEURS devraient être contrôlés chaque année.

Le suivi « global » s'étend

Initiées le 1^{er} janvier 2014, les coopérations entre les départements et Pôle emploi pour accompagner les demandeurs d'emploi confrontés à de graves problèmes sociaux se multiplient. Aujourd'hui, ces protocoles sont en vigueur dans 72 départements et l'opérateur prévoit 17 nouvelles coopérations d'ici à novembre 2015. Ces accords ont permis de créer une quatrième modalité de suivi des chômeurs : l'accompagnement global. Dans le Doubs, premier département à avoir signé une convention avec Pôle emploi, 661 chômeurs en ont bénéficié en un an. Un sur quatre a pu quitter cette modalité de suivi, dont près de la moitié parce qu'il a retrouvé un emploi.

Les démissions dans le collimateur

Patronat et syndicats (sauf la CGT) ont signé un accord pour renforcer le contrôle des démissions, exclues de l'indemnisation chômage.

La mesure est moins visible que le renforcement du contrôle de l'effectivité de la recherche d'emploi, mais elle va réserver des surprises à certains. Elle concerne les démissions.

Contrairement aux ruptures conventionnelles, celles-ci ne donnent pas lieu à indemnisation. Cette

régle supporte quelques exceptions, notamment les départs liés à une mutation du conjoint ou causés par le non-paiement des salaires. Mais le principe est que l'indemnisation chômage est liée aux cas de chômage « involontaire », insiste le site de l'Unédic. Au mieux, la situation d'un salarié démissionnaire peut être réexaminée au bout de quatre mois sans emploi, précise le règlement de l'assurance-chômage.

Mais, dans la réalité, les mailles du filet étaient assez lâches pour les

chômeurs ayant repris une activité puis retournant à Pôle emploi.

Vérification automatique

Un accord, signé le 5 juillet entre le patronat et tous les syndicats, sauf la CGT, a bouleversé le dispositif. Exit la « demande de reprise de versement » que devait remplir le demandeur d'emploi avant un plus de trois mois d'activité. La vérification du motif d'inscription devient automatique : « Lorsque le salarié privé d'emploi en cours d'indemnisation justifie d'un

moins 51 jours ou 455 heures de travail depuis sa précédente perte de droits [à l'assurance-chômage], la poursuite de l'indemnisation est subordonnée au fait qu'il ne renonce pas volontairement à sa dernière activité professionnelle salariée », affirme l'accord. Et désormais, « la condition de chômage involontaire est vérifiée pour chaque fin de contrat de travail », précise l'Unédic.

Le contrôle va être facilité par la dématérialisation grandissante de l'attestation que l'employeur est tenu

de remplir à la fin d'un contrat de travail. Mais, jusqu'à la disparition du papier, Pôle emploi va aussi être plus regardant sur les feuilles de couleur jaune, sésame indispensable pour être indemnisé le cas échéant. Le salarié aura intérêt à vérifier plutôt deux fois qu'une fois son employeur a coché la bonne case. Les partenaires sociaux n'ont prévu qu'une exception : « Lorsque le départ volontaire met fin à une activité qui a duré moins de 8 jours ou qui représente moins de 17 heures par semaine. » — L. de C.

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

à suivre

APPR/Chaf et Derodé/AFR

La commande de 36 Rafale par l'Inde pourrait se concrétiser bientôt

DÉFENSE — La France et l'Inde pourraient annoncer dans les prochains jours un accord sur la commande par New Delhi d'avions Rafale, avançait vendredi l'agence Reuters. Le Premier ministre indien, Narendra Modi, avait annoncé en avril sa volonté de commander 36 avions de combat « sur étagère », c'est-à-dire construits en France. Des proches du dossier avaient cependant déclaré début août que les discussions achoppaient sur des divergences entre Paris et New Delhi.

Sclérose en plaques : Novartis versera 1 milliard de dollars à GSK

PHARMACIE — Le géant pharmaceutique suisse Novartis va payer en plusieurs tranches jusqu'à 1,03 milliard de dollars au britannique GlaxoSmithKline (GSK) pour les droits du médicament Ofatumumab liés au traitement de la sclérose en plaques et à d'autres maladies auto-immunes. Novartis, qui avait déjà acquis en mars les droits de ce médicament pour ses applications contre le cancer dans le cadre d'une série de transactions de grande ampleur avec GSK, versera des royalties à hauteur de 12 % sur les ventes liées aux maladies auto-immunes.

Feu vert de la Norvège à un projet pétrolier de 12,7 milliards

ÉNERGIE — La Norvège a donné son feu vert vendredi au développement de l'immense gisement pétrolier Johan Sverdrup en mer du Nord, dont la seule première phase est estimée à 12,7 milliards d'euros. Ce projet gigantesque, conduit par le groupe norvégien Statoil, et censé entrer en exploitation fin 2019, est une bouffée d'oxygène pour le secteur pétrolier du pays, confronté à une chute des investissements du fait du repli du cours du baril. En Norvège, plus de 20.000 emplois ont été supprimés dans le secteur depuis le début 2014.

Les cours du pétrole frôlent les 40 dollars

ÉNERGIE — Les cours du pétrole continuent à piquer du nez. Le contrat octobre sur le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) a plongé vendredi en séance sous les 40 dollars le baril, pour la première fois depuis 2009. Le ministre iranien du Pétrole, Bijan Zanganeh, s'est prononcé dimanche en faveur d'une réunion d'urgence de l'Opep pour tenter d'enrayer la chute des cours. Téhéran rejoint ainsi l'Algérie, qui a réclamé ce mois-ci une réunion du cartel.

Shutterstock

Fréquentation estivale record au Futuroscope

TOURISME — Le Futuroscope a connu cette année son plus bel été depuis quinze ans. Le parc à thème basé à Poitiers a annoncé avoir enregistré en juillet-août une fréquentation record, avec 100.000 visiteurs de plus qu'à la même période de 2014, tandis que son chiffre d'affaires a bondi de 20 %. La météo ensoleillée n'explique pas tout. Selon le président du directoire du Futuroscope, Dominique Hummel, le parc a su séduire grâce à un positionnement « plus fun et plus familial ».

Guillaume Savary/AFR

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

« Brèves » - Les Echos

en bref

La baisse d'impôts inscrite dans le projet de budget 2016, confirme Valls

FISCALITÉ — Manuel Valls a confirmé vendredi que la baisse d'impôts promise par François Hollande pour l'année prochaine serait inscrite dès le projet de loi de finances pour 2016 présenté « à la fin de septembre en Conseil des ministres » (lire « Les Echos » de vendredi dernier). « *Ce n'est pas une promesse, c'est un engagement que nous tiendrons !* », a insisté le Premier ministre. « *Nous sommes en train de rendre les arbitrages pour la préparation du projet de loi de finances, a-t-il ensuite précisé. Plus la reprise sera forte, plus la baisse sera forte en 2016.* »

Divisés, les Verts entrent en campagne

POLITIQUE — Ce week-end, lors de la clôture de l'université d'été d'Europe Ecologie – Les Verts (EELV), à Villeneuve-d'Ascq (Nord), Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale du parti, s'est montrée ferme face aux divisions qui ont assombri la rentrée du parti. « *Il est temps d'entrer en campagne pour les élections régionales* » et « *de ne pas perdre notre temps à des débats inutiles* » a-t-elle déclaré. Les désaccords stratégiques sur les alliances pour les régionales ont pollué la rentrée des écologistes. Si les Verts ont refusé la main tendue du Parti de gauche, certaines régions sont en train de créer des coalitions, sans le PS, mais avec d'autres formations de gauche.

Plus d'informations sur lesechos.fr

en bref

Nouvelle explosion mortelle dans une usine chimique en Chine

CHIMIE — Une explosion dans une usine de produits chimiques dans l'est de la Chine a fait un mort et neuf blessés samedi soir, et 150 pompiers ont maîtrisé l'incendie dimanche. Cet incident intervient dix jours après les explosions majeures survenues dans le port chinois de Tianjin, qui ont causé la mort de 123 personnes et dévasté une partie de la ville. La déflagration survenue samedi s'est produite dans une usine près de la ville de Zibo, dans la province du Shandong, selon l'agence officielle Chine nouvelle. Le site, filiale du groupe Runxing, fabrique des produits chimiques, notamment de l'adiponitrile, un combustible chimique utilisé pour la production du Nylon.

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

EN FRANCE

**VOL DEUX PILLEURS FRANÇAIS
D'ANTIQUITÉS ARRÊTÉS
EN ESPAGNE**

Une femme de quarante-sept ans et un homme de trente et un ans ont été arrêtés en Espagne et inculpés pour des vols commis sur le site archéologique d'Empuries, en Catalogne, a annoncé la police espagnole. Les deux individus sont soupçonnés d'avoir pillé ce site gréco-romain (Ampurias en castillan) surplombant la Méditerranée près de Gérone, dans le nord-est du pays. Les policiers ont trouvé des pièces de monnaie, des broches et d'autres objets en métal dans les vêtements du couple.

**INTEMPÉRIES DEUX MORTS
À MONTPELLIER**

De fortes pluies se sont abattues hier sur la capitale de l'Hérault placée sous vigilance orange par Météo France, ainsi que 13 autres départements. Le Lez est sorti de son lit à proximité de la mairie et des rues de la ville ont été bloquées par les eaux. Deux personnes sont décédées, emportées alors qu'elles étaient dans leur voiture. Dans le Cantal, un vacancier est mort, écrasé par sa caravane, emportée par le vent.

**EUROTUNNEL TRAFIC À
NOUVEAU PERTURBÉ DIMANCHE**

La présence de trois migrants sur un train de marchandises sur le site du tunnel sous la Manche a provoqué dimanche des retards allant jusqu'à 3 heures et 30 minutes dimanche côté français et 1 heure côté anglais. Jeudi, dernier les ministres de l'Intérieur français et anglais, Bernard Cazeneuve et Theresa May, ont signé un nouvel accord allouant notamment « des moyens supplémentaires » pour sécuriser le site d'Eurotunnel.

**POLITIQUE LE PROJET DU FN
À MANTES-LA-VILLE STOPPÉ
PAR LA JUSTICE**

La justice a suspendu le projet du maire FN de Mantes-la-Ville, Cyril Nauth, le seul d'Ile-de-France, d'installer le poste de police municipale sur l'emplacement d'une future mosquée, estimant qu'il était entaché d'un « détournement de pouvoir ». Le préfet des Yvelines attaquait en référé la décision du maire frontiste de préempter un local devant accueillir une salle de prière. L'audience sur le fond aura lieu ultérieurement.

**INTERNET ASSANGE APPELLE
HOLLANDE À FAIRE UNE LOI POUR
PROTEGER LES LANCEURS D'ALERTE**

Le fondateur de WikiLeaks Julian Assange a lancé un appel à François Hollande pour faire voter une « loi garantissant la protection des lanceurs d'alerte ». « Si la France veut vraiment protéger les droits de ses journalistes et de sa population, il faut permettre la communication et le partage des informations et donc il est nécessaire d'avoir une loi », a déclaré Julian Assange lors des journées d'été des écologistes.

**ACCIDENT L'INCENDIE
DE LA CITÉ DES SCIENCES
D'ORIGINE ACCIDENTELLE**

Une armoire électrique défectueuse est sans doute à l'origine du violent incendie qui a touché un bâtiment en travaux de la Cité des sciences à Paris, dont les portes sont restées closes ce week-end. Le feu s'était déclaré dans la nuit de mercredi à jeudi, dans l'un des bâtiments de ce grand musée scientifique implanté dans le parc de la Villette, au nord-est de Paris. L'incendie a détruit des milliers de mètres carrés.

À L'ÉTRANGER

**CONFLIT CORÉEN SÉOUL ET
PYONGYANG EN NÉGOCIATIONS**

La Corée du Nord et la Corée du Sud ont repris, dimanche, leurs pourparlers – au plus haut niveau – entamés la veille dans le village frontalier de Panmunjom, en vue d'éviter un conflit armé, mais Séoul a accusé Pyongyang de saper les discussions en procédant à de nouveaux déploiements d'armements navals et terrestres. Les armées des deux pays sont toujours en alerte maximale et déploient depuis jeudi leurs armes le long de la frontière.

**IRAN LONDRES ET TÉHÉRAN
ROUVRENT LEURS AMBASSADES**

Symbole de la normalisation entre les deux pays, le chef de la diplomatie britannique Philip Hammond a rouvert, dimanche, l'ambassade de Grande-Bretagne à Téhéran, fermée depuis quatre ans après avoir été saccagée par des militants hostiles au renforcement de sanctions contre l'Iran. Fermée aussi depuis novembre 2011, l'ambassade d'Iran à Londres devait également reprendre ses activités dimanche.

**PROCHE-ORIENT
LE NUMÉRO DEUX DE L'EI TUÉ
PAR UNE FRAPPE AMÉRICAINE**

Le numéro deux du groupe Etat islamique, Fadhil Ahmad al-Hayali, a été tué, mardi, par une frappe aérienne américaine près de Mossoul en Irak, a annoncé la Maison-Blanche, vendredi. Un des principaux coordinateurs des transferts d'armes, de véhicules et d'individus entre l'Irak et la Syrie, son influence s'étendait sur les finances, les médias, les opérations et la logistique, a précisé Washington.

**TURQUIE ERDOGAN APPELLE À
DES LÉGISLATIVES ANTICIPÉES
LE 1^{ER} NOVEMBRE**

Le président Recep Tayyip Erdoğan a appelé, vendredi, à la tenue de nouvelles législatives le 1^{er} novembre, moins de six mois après un premier scrutin à l'issue duquel il a perdu la majorité absolue, et qui a plongé la Turquie dans une impasse politique après l'échec de la formation d'une coalition gouvernementale. Le chef du principal parti de l'opposition a accusé, dimanche, le président turc de préparer ainsi un « coup d'Etat civil ».

**YÉMEN LE PORT D'ADEN ROUVERT
AU TRAFIC COMMERCIAL**

Le port d'Aden a été rouvert au trafic commercial avec l'arrivée, vendredi, du premier navire marchand depuis le début du conflit il y a quatre mois, un autre signe de normalisation dans la deuxième ville du Yémen, reprise en juillet aux rebelles chiites houthis. Un Britannique retenu en otage par Al Qaïda a par ailleurs été libéré par des membres de l'armée des Emirats arabes unis présents à Aden, samedi.

**GUATEMALA LE PRÉSIDENT
« NUMÉRO UN » D'UN RÉSEAU
DE CORRUPTION**

Le scandale de corruption qui secoue le Guatemala depuis des mois a atteint, vendredi, la tête de l'Etat, avec la mise en accusation directe du président conservateur Otto Pérez par le parquet et l'arrestation de son ex-vice-présidente. Accusé de diriger le réseau de corruption découvert au sein des douanes, Otto Pérez a écarté, samedi, toute démission, mais deux de ses ministres ont, eux, décidé, de partir, se disant « déçus ».

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

Ouverture et curiosités

« Les acteurs de l'aide à domicile sont privés de grandir » - Les Echos

LE POINT
DE VUE

de Amir Reza-Tofighi

Les acteurs de l'aide à domicile sont « privés de grandir »

Nous nous appelons Advitam, Amelis, Apef, Générale des Services, O2, Petits-fils, Pro Seniors, Senior Compagnie, Vitaliance... Nous avons entre huit et treize ans. Nous sommes plus de 3.000 jeunes entreprises en bonne santé. Il y a encore quelques semaines nous étions confiantes dans l'avenir et dans notre potentiel de croissance. Mais un projet de loi du gouvernement a eu pour effet de nous faire geler tous nos projets d'embauche et d'investissement.

Pourtant, tous nos partenaires sont satisfaits : nos clients âgés ou handicapés, nos salariés, qui partagent notre enthousiasme pour nos projets et y voient des opportunités de carrière, nos prestataires, pour qui nous sommes de bons clients, nos banquiers, toujours prêts à financer nos projets.

Portée par leur confiance, notre croissance est forte. Nos entreprises emploient 150.000 personnes à travers la France. Dix d'entre nous ont même été identifiés parmi les 500 principaux créateurs d'emploi en France, depuis 2008, par une étude Xerfi récente (1).

Nous comptons bien ne pas nous arrêter là ! Il y a encore quelques semaines nous prévoyions l'ouverture de nombreuses agences supplémentaires, ce qui aurait abouti à la création de dizaines de milliers d'emplois dans les cinq prochaines années. Nous comptons développer de nouveaux services intelligents et innovants à destination des personnes âgées, des personnes handicapées, et de leurs familles, au centre de nos préoccupations depuis notre naissance. Nous souhaitons enfin continuer à professionnaliser l'ensemble des métiers de l'aide à domicile. Un métier que nous avons déjà contribué à moderniser et sécuriser grâce

à notre convention collective il y a un an.

Bien entendu une telle croissance ne se fait pas sans des investissements importants. Notre programme pour 2016 consistait donc aussi, au-delà des recrutements supplémentaires, à louer ou acheter des bureaux et à engager des actions de communication pour nous faire connaître.

Ces projets, la loi d'adaptation de la société au vieillissement, en cours de discussion, nous empêchera de les réaliser... D'abord notre volume d'activité sera plafonné pour nous interdire

Les personnes âgées et handicapées ne pourront plus choisir librement leur prestataire.

Et le volume d'activité des entreprises va être plafonné pour leur interdire de grandir.

de grandir. Ensuite, les personnes âgées et handicapées ne pourront plus choisir leurs prestataires d'aide à domicile puisque la liste des prestataires autorisés à intervenir sera réduite par les Conseils départementaux avant d'être totalement fermée (en 2022). Enfin, nous n'aurons plus le droit d'ouvrir de nouvelles agences.

Au passage, cette loi aura un coût pour les Conseils départementaux pour qui elle induira des dépenses supplémentaires : 287 millions d'euros par an, selon une étude du cabinet Olivier Wyman publiée en juin 2015.

Nous nous sommes toujours dits

favorables, pour notre secteur, à un texte de loi équilibré, qui harmoniserait enfin les droits et les moyens des associations et des entreprises. Mais, en l'état, cette loi remet définitivement en cause la liberté d'entreprendre dans le secteur de l'aide à domicile et limite la liberté de choix de leurs prestataires pour les personnes âgées ou handicapées. Dans ces conditions, comment sera garantie demain la qualité de service ?

Notre futur passe par une profonde modification du texte de loi actuel. Nous demandons au gouvernement de repenser le régime de l'« autorisation » d'exercice de nos activités. Nous demandons que ce nouveau régime repose sur une gouvernance associant le département aux services de l'Etat, et sur un cahier des charges national défini en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes.

Nous souhaitons aussi que ce « nouveau » dispositif fasse l'objet d'une expérimentation significative, pendant trois ans, dans au moins 15 à 20 départements volontaires, incluant des associations et des entreprises et reflétant la diversité des territoires français.

Ces points d'amélioration sont indispensables pour que les prévisions du rapport initié par France Stratégie se réalisent. Selon ses calculs, 322.000 postes seraient à pourvoir d'ici à 2022 dans le secteur de l'aide à domicile. Laissez-nous les créer...

Amir Reza-Tofighi est directeur général de Vitaliance. Cet appel a été cosigné par les dirigeants d'Advitam, Amelis, Apef, Générale des Services, O2, Petits-fils, Pro Seniors, Senior Compagnie, etc.

Vendredi 21 et Lundi 24 août 2015

« La réussite de la COP 21 est entre les mains des pays les plus riches » - Les Echos

Les Echos Lundi 24 août 2015

IDEEs & DEBATS // 09

grands témoins 1/5

● A l'approche de la rentrée, cinq personnalités nous livrent leur regard sur les sujets qui rythmeront l'actualité des semaines à venir. Aujourd'hui, Nicolas Hulot revient sur les enjeux de la conférence de Paris sur le climat.

« La réussite de la COP 21 est entre les mains des pays les plus riches »

INTERVIEW // NICOLAS HULOT
Envoiyé spécial du président de la République pour la protection de la Planète et président de la Fondation Nicolas Hulot.

Propos recueillis par
Joël Cossardéaux

Le militant écologiste craint que les engagements qui seront pris à la COP 21 ne soient pas à la hauteur des enjeux. Pour lui, les pays les plus riches et les plus émetteurs de CO₂ doivent financer l'adaptation au changement climatique.

A trois mois de la conférence de Paris sur le climat, percevez-vous les premiers lueurs d'un accord ? Il n'y a pour l'instant qu'une chose dont on peut être sûr : celle que soit l'issue de la conférence de Paris, vous aurez 195 engagements chiffrés, ce qui est inédit dans l'histoire de la communauté internationale. Mais je crains qu'ils ne soient pas à la hauteur des enjeux. En même temps, rien n'est joué. Ce stade mieux vaut être inquiet, plutôt que trop optimiste et se prendre finalement une douche froide, comme à Copenhague.

Quelles sont les conditions du succès ? Elles sont entre les mains des pays les plus riches et les plus émetteurs de CO₂. Tout d'abord donner un prix au carbone avec des montants progressifs qui convergeraient dans le temps vers un prix unique.

C'est ce qu'on appelle le « corridor du carbone ». Il faudrait aussi que ces mêmes Etats fassent basculer progressivement, mais rapidement, vers la transition énergétique les 650 milliards de dollars de subventions annuelles allouées aux énergies fossiles. Ils doivent aussi s'engager sur une taxe sur les transactions financières dont la recette serait exclusivement affectée à l'aide au développement et à l'adaptation au changement climatique. Enfin, ils doivent investir massivement dans les technologies propres pour créer le marché, faire baisser les coûts et les rendre accessibles aux pays vulnérables. Ce n'est qu'alors que l'on pourra entrer dans une économie bas carbone, répondre au défi climatique et regagner la confiance des pays du Sud.

Ce n'est pas gagné... Peut-être, mais ça vaut bien plus que toutes les proclamations du monde. A quoi bon promettre à l'Afrique de l'aider quand on n'a pas l'argent ? A quoi sert d'annoncer des objectifs de réduction des émissions déguisés à effet de serre par deux ou par quatre si les aides aux énergies fossiles sont maintenues ? Si les Etats les plus émetteurs s'engagent à créer ces quelques outils, le reste du monde suivra. C'est leur responsabilité historique. Tant qu'ils ne l'assumeront pas, il n'y aura pas la confiance nécessaire pour faire adhérer les autres pays.

Cette taxe sur les transactions financières est un vieux serpent de mer.

Vous y croyez vraiment ? Onze pays européens y travaillent et pourraient aboutir dans les prochaines semaines. Ce serait un beau signe avant Paris. Car si on ne sort pas de l'orthodoxie financière, comment voulez-vous répondre aux besoins d'adaptation et de développement des pays les plus vulnérables, qui payent les effets pervers de notre modèle de croissance ? A partir de 2020, il faudra mobiliser au minimum 100 milliards de dollars par an. Mais on ne les a pas. En attendant de pouvoir lever la ressource correspondante dans les paradis fiscaux, ce qui prendra du temps, levons une taxe sur les transactions financières. Affectons la recette aux projets portés par ces pays et non à leur Etat pour éviter la corruption. Toute l'équation de Paris se résume à ça. Si nous ne réussissons pas à la résoudre, nous irons dans le mur.

Le processus onusien de négociation, critiqué pour sa lourdeur, peut-il suffire à la tâche ? Ce processus a le mérite d'être permanent. Mais la marge de manœuvre des négociateurs et des délégations des pays est limitée. Ils sont 195. Cela réduit les possibilités de trouver un compromis. Les seules avancées ne peuvent s'opérer qu'à un haut niveau de responsabilité politique. Si Barack Obama, François Hollande, Xi Jinping ou Dilma Rousseff estiment vraiment, comme ils le déclarent, que l'avenir de l'humanité est en jeu, est-ce incongru d'imaginer qu'ils s'enferment plusieurs jours dans un même lieu et n'en sortent qu'après avoir trouvé une solution ? Cela permettrait de déverrouiller, quasiment du jour au lendemain, des négociations sur le climat qui sont d'une extrême complexité.

Les sommets de grands chefs d'Etat, comme le dernier G8, ne servent à rien ? Je ne dis pas que cela n'a servi à rien, mais cela n'est pas satisfaisant. La conférence de l'Addis-Abeba, en juillet, devait tier l'aide au développement et l'aide à l'adaptation au changement climatique. Cette question des financements, cruciale, n'est pas réglée à ce jour. On n'y met pas l'ambition nécessaire. Tant qu'on restera dans les schémas et les codes financiers actuels, il n'y aura pas l'argent. Pourquoi ne pas faire comme lors de la crise financière de 2008 ? Le FMI avait émis des droits de tirage spéciaux, une sorte de création monétaire qui a rendu des liquidités aux banques. Pourquoi ne pas prêter également à taux zéro et sur des très longues durées aux pays pour développer les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ? Ce n'est pas de la dépense, mais de l'investissement, et cela permet d'être moins dépendants de l'extérieur, de réaffecter de l'argent à l'éducation, la santé, la formation. Car l'énergie générée par le soleil, le vent et la mer n'est pas importée.



La France se veut exemplaire. L'est-elle ? Notre « French bashing » permanent n'est pas très utile. La France est plutôt leader. La loi sur la transition qui vient d'être adoptée est ambitieuse et historique. Elle trace une trajectoire pour le prix du carbone. Nous sommes l'un des seuls en Europe à l'avoir fait. C'est exemplaire.

Exemplaire sur tous les sujets ? Je ne dis pas cela. Il reste beaucoup d'incohérences. Notre mode de production agricole doit être revisité. Le traité Tafta va faire sauter nos barrières sociales et nos barrières environnementales et c'est un grand danger. Ce qui était nécessaire hier ne l'est plus aujourd'hui et on ne l'a pas encore compris. L'avenir n'est pas dans un nouvel aéroport. Ce n'est pas là qu'il y aura de l'emploi. Il faut aller plus loin dans l'économie circulaire. La mutation qui s'amorce sera longue car nos élites, gauche et droite confondues, n'ont pas été nourries et éduquées à l'ère de la rareté et de la vulnérabilité.

C'est pourquoi je suis à la fois exigeant et indulgent.

Diriez-vous que le regard des représentants du monde économique et des affaires est en train de changer ?

Oui et les politiques n'ont même plus l'excuse de s'abriter derrière eux. Il suffit de voir six grandes compagnies pétrolières réclamer la fixation d'un prix du carbone. Leurs dirigeants sont tout simplement réalistes. La question, pour eux, n'est pas de savoir si le monde va basculer dans une économie bas carbone, mais quand et à quel rythme. Ils ont besoin de connaître la trajectoire claire et précise du prix du carbone, être sûrs que les règles du jeu ne seront pas modifiées en route. Leurs investissements en dépendent. La fiscalité écologique ne leur fait pas peur, sauf si elle est additionnelle. Le Medef et certains syndicats sont sur la même ligne pour estimer qu'en contrepartie la fiscalité du travail pourrait être soulagée. Il y a donc des points d'accord et de convergence. Mais encore faut-il sortir des

postures et que les politiques s'expriment des chemins battus.

Sur le nucléaire, n'est-on pas assés resté dans les postures ? On a eu l'intelligence, dans la loi sur la transition énergétique, de ne pas en faire un point de crispation. Chacun a su mettre de l'eau dans son vin. Mon avis est assez médian et il n'a jamais varié. Je ne suis pas favorable à l'énergie nucléaire, mais le fait est que la France l'a développée. On peut l'utiliser mais juste pour opérer une transition douce et ne pas risquer la rupture d'approvisionnement. Nous devons baisser mécaniquement sa part. Faisons-le intelligemment. Le nucléaire n'est pas la bonne réponse au réchauffement climatique. Pour l'empêcher, il faudrait construire une centrale tous les 15 jours pendant cinquante ans. A ce rythme, vous transformez des probabilités d'accident majeur en certitude. Donc c'est « no way ».

Le fonctionnement des institutions est-il adapté à tous ces enjeux environnementaux ? Ce n'est déjà pas le cas des grandes

assemblées mondiales qui, en fait, sont la somme d'intérêts nationaux. Il faut créer une organisation mondiale des biens communs : ressources alimentaires et naturelles, équilibres climatiques, terres arables. Ces biens sont inaliénables et doivent être soustraits à la spéculation. Nos démocraties ne sont pas, non plus, adaptées aux enjeux du long terme. Le futur n'est pas représenté dans nos institutions, et celles-ci sont très mal adaptées à la démocratie participative. Les procédures de concertation sont cousues de fil blanc. On n'écoute pas les experts.

Comment combler ce déficit démocratique et gérer les crises type Siveus ? Le Cese, dont les avis sont très documentés et qui travaille de façon apaisée, pourrait être transformé en chambre du futur. Pourquoi ne pas la doter d'un droit de pouvoir suspensif et d'un projet ne respecte pas le principe de précaution ? Il faut aussi une loi sur la démocratie participative. Faire en sorte que ses dispositions aboutissent à ce que tout le monde se plie, à un moment ou à un autre, à la décision prise, quelle qu'elle soit. Mais que nos décideurs ne soient même pas obligés de motiver des décisions qui remontent à plusieurs années est tout à fait anormal.

« Nos démocraties ne sont pas adaptées aux enjeux du long terme et nos institutions sont très mal adaptées à la démocratie participative. »

Pensez-vous que le chef de l'Etat est converti à l'écologie ? C'est une question qu'il faudrait lui poser. Mais il y a partiellement répondu en reconnaissant n'avoir plus la même lecture de ces sujets qu'il y a trois ans. C'est une sorte d'aveu sincère. Le fait d'avoir accepté d'accueillir la Conférence climat à Paris s'est naturellement traduit par une implication personnelle dans le temps dans ce dossier. Il en a découvert l'importance, la complexité et la pertinence. Et tiré une forme de conviction.

Cette conviction, l'estimez-vous solide ? Notamment sur l'arrêt des aides aux investissements dans les énergies fossiles ? Je dois reconnaître en permanence. Sinon je ne ferais pas mon boulot. Mais c'est chez François Hollande que je rencontre le moins de résistance. Sur le sujet que vous évoquez, s'il y a des tentatives de retour en arrière, elles ne viennent pas spontanément de lui, mais d'autres cercles qui le cernent, comme moi. Je ne veux détailler pas l'action des lobbies qui mentent, mais il doit avoir affaire aux mêmes. A un moment ou à un autre, dans l'exercice et la fulgurance du pouvoir, le doute peut s'installer. Mon rôle est de faire en sorte que l'on ne recule pas. Le charbon et le pétrole, c'est l'ennemi. Il n'y a pas à faire autrement avec les énergies renouvelables.

Mardi : Philippe Aghion